

## La « question de la défense » 1917-1935

Marco Zanolì

Pendant la Première Guerre mondiale, la misère sociale des familles de soldats, la censure de toute critique militaire, le dur entraînement dans l'armée, ainsi que la sévérité de la justice militaire, jugée inappropriée, ont fait que les idées antimilitaristes se sont imposées dans le mouvement ouvrier.

Le parti ne pouvait pas se soustraire à ce changement d'atmosphère. Sous l'influence de graves affrontements entre militaires et ouvriers à La Chaux-de-Fonds en mai 1917, un congrès extraordinaire du parti décida de « durcir la lutte fondamentale contre le militarisme et les aspirations nationalistes et chauvines qui lui servent de prétexte ». Cet objectif devait être atteint en combattant l'armée en tant qu'institution, en soutenant les objecteurs de conscience et en obligeant tous les représentants du PSS à l'Assemblée fédérale à voter contre tous les projets et crédits militaires. Une nouvelle génération de dirigeants autour de Robert Grimm et Ernst Reinhard, qui étaient des marxistes et des antimilitaristes déclarés, prit la direction du parti.

L'attitude de rejet de l'armée fut perçue à l'intérieur et à l'extérieur du parti comme l'expression d'une évolution générale du parti vers la gauche. Au sein du parti, l'attitude vis-à-vis de l'armée dans l'entre-deux-guerres a été influencée par la scission entre un camp de gauche radical, favorable à la lutte des classes, et un camp de droite visant l'intégration dans le système des partis suisses, ainsi que par la polémique qui en a découlé sur la question dite militaire ou de la défense. L'armée ayant été rejetée en tant qu'institution dans le programme du parti de 1920, le PSS ne pouvait plus s'intégrer dans le système gouvernemental sans se réclamer à nouveau de l'armée. Après la scission du mouvement ouvrier, il était cependant plus important pour le PSS de se démarquer de la bourgeoisie sur la question de la défense, car son concurrent, le Parti communiste suisse fondé en 1921, était farouchement antimilitariste.

Dans la pratique politique, la nouvelle position du PSS n'a guère eu d'effet. L'initiative pour l'abolition de la justice militaire, prise encore pendant la guerre, échoua clairement en 1920 et une réforme de l'armée dans le sens de la social-démocratie n'était de toute façon plus à l'ordre du jour. Toujours est-il que les parlementaires du PSS à l'Assemblée fédérale refusèrent fermement et symboliquement tous les crédits militaires. Finalement, un modeste succès a pu être obtenu en 1926 grâce à une alliance tactique avec les conservateurs-catholiques, qui a permis de plafonner les dépenses militaires à 85 millions de francs par an.

L'engagement ultérieur du PSS contre l'armée se limita à la propagande antimilitariste. Par la suite, lorsqu'il devint clair que le désarmement international envisagé en 1920 resterait une illusion, l'antimilitarisme du PSS ne fut plus une revendication politique de fond, mais plutôt une valeur directrice idéologique. Le dépôt d'une initiative pour l'abolition de l'armée, envisagé à plusieurs reprises, a été remis à plus tard en 1929 pour cette raison. Face à la crise économique des années 1930, l'attaque contre le budget de l'armée et certains postes d'armement restait certes intéressante sur le plan politique, mais une collecte de signatures contre le réarmement de l'armée de l'air et la limitation des dépenses militaires échoua en raison des rapports de force politiques.

En 1932, les émeutes de Genève, au cours desquelles des soldats ont à nouveau tiré sur des ouvriers, ont entraîné un nouveau durcissement de la position antimilitariste du parti. Mais l'échec de la conférence sur le désarmement à Genève et l'émergence de la menace du fascisme furent bien plus significatifs. Ces événements marquèrent le début d'un changement de tendance dans l'attitude du mouvement ouvrier vis-à-vis de l'armée. La participation de Suisses à la lutte contre Franco en Espagne ainsi que la perspective de collaborer avec une partie des partis bourgeois contre la menace de la droite ont conduit à la révision des positions antimilitaristes du PSS lors du congrès de 1935. L'armée devait à nouveau être soutenue, mais seulement sous certaines conditions. Grâce aux voix des ouvriers, le Conseil fédéral a pu imposer la prolongation de la période de formation militaire. Au plus tard en 1937, l'adhésion du PSS au mouvement des directives mit fin à la voie particulière antimilitariste de la social-démocratie suisse.

L'abandon par le PSS de sa position négative à l'égard de l'armée marqua un nouveau départ dans la politique militaire. De nouvelles revendications ont été lancées, comme par exemple celle d'un financement socialement acceptable des coûts de réarmement par un « impôt pour la défense nationale » dépendant du revenu et de la fortune. L'intégration du PSS dans le système politique suisse après la Seconde Guerre mondiale a commencé avec la défense nationale spirituelle. Bien que le PSS ne soit plus jamais allé jusqu'à remettre en question l'armée en tant qu'institution, il reste le seul grand parti populaire suisse à avoir défendu et à défendre pendant une longue période une position critique, voire parfois carrément alternative au système, sur les questions d'armée et d'armement.

### **Rejet de l'armée en tant qu'institution 1917**

« Un renforcement de la lutte fondamentale contre le militarisme et les aspirations nationalistes et chauvines qui le sous-tendent, par les moyens suivants :

- Informer méthodiquement les ouvriers sur la nature et le but du militarisme. Lutte contre les institutions militaires et rejet par le parti de toutes les obligations militaires de l'État bourgeois de classe. Soutenir les camarades du parti qui refusent d'obéir militairement lorsqu'ils sont utilisés comme soldats contre les intérêts ouvriers.
- Engagement des représentants du parti au Parlement à rejeter, en les motivant par principe, toutes les revendications et tous les crédits militaires.
- Organiser une résistance déterminée et extrême des ouvriers contre la participation de notre pays à toute guerre [...] ».

*Propositions, décisions et expertises sur la question militaire, 1917*

### **Reconnaissance de l'armée sous conditions 1935**

« Pour écarter les dangers imminents d'attaques fascistes violentes et pour sauvegarder la neutralité suisse tant qu'elle constitue une condition de l'indépendance de l'État, la social-démocratie reconnaît la nécessité d'une protection armée des frontières qui, selon les conditions historiques et les circonstances politiques du pays, trouve son incarnation dans l'armée de milice et qui, pour remplir sa tâche avec succès, doit être portée par la volonté d'une communauté populaire anticapitaliste. Pour une telle défense, le parti socialiste est prêt à mettre à disposition les moyens nécessaires. Le Parti socialiste suisse combat cependant toutes les méthodes d'organisation et d'éducation militaires qui

suppriment la personnalité de l'homme apte à la défense, ainsi que toutes les dépenses militaires qui vont à l'encontre de son but défensif démocratique, qui font naître des dangers de complications guerrières et dont les coûts ne sont pas répartis en fonction de la capacité économique de chacun. Le Parti socialiste suisse combat l'utilisation de l'armée comme instrument des classes dirigeantes contre les masses populaires qui luttent pour leur existence ».

*Programme du Parti socialiste suisse, 1935*

### **Position actuelle sur la politique de sécurité**

« C'est ce que défend le PS :

1. le PS s'engage pour une politique étrangère active, orientée vers la paix, et pour la mise à disposition des fonds et des ressources nécessaires à cette fin. [...]

4. le PS se considère comme un parti des droits de l'homme. Les droits de l'homme sont au cœur de toute société humaine. Ils sont universels et indivisibles et doivent revenir à chaque individu sans condition préalable. C'est ce que stipulent la Charte de l'ONU et de nombreuses constitutions nationales. La réalité est malheureusement trop souvent différente. La Suisse doit s'engager pour l'application des droits de l'homme partout dans le monde, renforcer les pactes de l'ONU de 1966 sur les droits économiques, sociaux et culturels ainsi que sur les droits civils et politiques, adhérer enfin à la Charte sociale européenne et faire avancer la Cour pénale internationale. Le PS s'engage également pour la mise en œuvre des droits de l'homme au niveau national. Une institution des droits de l'homme forte doit être créée pour contrôler la conformité de toutes les lois avec les droits de l'homme.

5. le PS s'engage pour l'abolition de l'armée. Jusqu'à ce que cet objectif soit atteint, l'armée suisse doit être massivement démantelée et transformée.

6. tant qu'une armée existe, le PS exige la suppression du service militaire obligatoire. Le service civil doit être maintenu sous forme volontaire même après la suppression de l'armée. La suppression et la transformation de l'armée doivent être socialement acceptables et tenir compte des besoins des régions périphériques qui profitent aujourd'hui de la présence de l'armée d'un point de vue économique.

7. Le PS s'engage pour la mise en place d'un système de sécurité collective sous la direction de l'ONU. La Suisse doit s'engager activement dans le cadre de l'ONU et de l'OSCE pour la création d'un groupe d'États pour la sécurité collective. C'est pour nous également la mesure la plus efficace contre d'éventuelles envies de rattacher à long terme la Suisse à une alliance militaire - car une 'défense nationale autonome' est depuis longtemps une illusion. [...] »

### **Source**

- ZANOLI Marco : *Social-démocratie et armée - un rapport de tension ?* in : redbox edition sur mandat du PS Suisse (Hr.) : Unis - mais pas uniformes. 125 ans du Parti socialiste suisse. 2013 Zurich, p. 88-92. (Traduit de l'allemand par deepL)
- Programme du Parti socialiste. 2010 Lausanne, p. 44-45.